



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 août 2025
(Convocation du 21 août 2025)

Aujourd'hui, le 27 août 2025 à 13h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	3 3
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	3 3	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : M. Thierry Carrère, Membre

Rapporteur : Paul Carrère



OBJET : Commande publique - Risques fluviaux - Travaux de confortement du remblai du Cout à Sorde-l'Abbaye (40) - Attribution du marché

Exposé des motifs :

En 1983, suite à la coupure du méandre du Cout par le gave d'Oloron sur la commune de Sorde-l'Abbaye, l'Institution Adour a érigé un ouvrage afin permettre au cours d'eau de réinvestir son lit mineur historique.

Suite à la crue de juin 2018 et concomitamment à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, une étude globale sur la partie aval du gave d'Oloron a été réalisée par l'Institution Adour en partenariat avec le syndicat mixte des gaves d'Oloron, de Mauléon et de leurs affluents (SIGOM) et la communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans. Cette étude, livrée en 2022 a mis en exergue le rôle indispensable de la partie médiane de l'ouvrage construit en 1983 dans la stabilisation du profil en long du gave d'Oloron. Cette étude a également démontré le mauvais état de l'ouvrage et par la même la nécessité d'une remise en état de celui-ci.

Ainsi, en accord avec les partenaires locaux précisés ci-dessus, auxquels il convient de rajouter le Département des Landes, il a été convenu que l'Institution Adour, en tant que propriétaire, régularise administrativement l'ouvrage et réalise les travaux de remises en état avant une mise à disposition de ce dernier au bénéfice du SIGOM qui en deviendra gestionnaire.

Il convient donc de réaliser les travaux de remise en état de l'ouvrage régularisé qui se traduisent par :

- Une dévégétalisation du remblai en terre,
- Une reprise et une réhausse de la crête du remblai à la côte de 11,70 m NGF,
- Une reprise voire un remplacement des enrochements situés au niveau du déversoir.

Pour ce faire, une consultation en procédure adaptée a été réalisée afin de choisir un prestataire pour la réalisation de ces travaux.

Cinq entreprises ont ainsi postulé. L'analyse des candidatures et des offres, réalisée conformément au règlement de la consultation, a permis d'établir l'offre la plus avantageuse économiquement. Il s'agit de l'entreprise BUESA pour un montant de travaux de 59 946,30 € HT soit 71 935,56 € TTC.

Vu la fiche programme n°2023-34 approuvée par délibération n°2023-CS-02 en date du 15 janvier 2023,

VU l'arrêté préfectoral n°2025-721 portant régularisation reconnue au titre du L214-6 du Code de l'Environnement de l'ouvrage du remblai du Cout sur la commune de Sorde-l'Abbaye en date du 2 juin 2025

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-888 portant autorisation des travaux de repise de l'ouvrage du remblai du Cout à Sorde-l'Abbaye en date du 4 juillet 2025,

Considérant la consultation n°ALA15072025T mise en ligne en date du 15 juillet 2025,

Considérant les offres reçues et le rapport d'analyse des offres,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- d'attribuer le marché relatif aux travaux de confortement de la digue du Cout à Sorde-l'Abbaye à l'entreprise BUESA pour un montant de 59 946,30 € HT soit 71 935,56 € TTC,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 27 août 2025 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE